

LE PLUS GRAVE SCANDALE FINANCIER DES TEMPS MODERNES

5. POURQUOI L'EUROPE A BESOIN DE SAVOIR

- Le secteur des services financiers britanniques emploie plus d'un million de personnes, contribue à l'économie britannique à hauteur de 127 milliards de livres sterling et rapporte 75 milliards de livres sterling en impôts chaque année. La City de Londres fait six fois plus d'affaires avec l'UE dans le domaine des services financiers que l'UE n'en fait avec le Royaume-Uni. Londres représente 40 % des actifs gérés en Europe, 60 % des activités des marchés de capitaux, 78 % des opérations de change et 74 % des opérations sur produits dérivés. Le marché britannique des valeurs mobilières est le plus important d'Europe. Le secteur bancaire britannique est la principale source de prêts transfrontaliers aux banques et aux entreprises de l'UE, avec plus de 1,1 milliard de livres sterling de prêts en cours, et le Royaume-Uni est de loin le plus grand marché européen de la finance alternative.
- En raison de son départ de l'UE, le gouvernement négocie actuellement les modalités d'accès de la City de Londres aux marchés financiers européens. Ces accords sont conçus pour être basés sur le concept d'« équivalence », selon lequel l'UE reconnaîtrait que les régimes de réglementation et de surveillance de la City sont équivalents à ceux de l'Europe¹.
- Au début de cette année, le Royaume-Uni a demandé une "équivalence permanente" et a demandé d'intégrer un accord sur les services financiers dans un chapitre de l'accord de libre-échange global. L'UE a rejeté cette demande mais a indiqué sa volonté d'accorder l'équivalence.
- Les dispositions actuelles impliquent la délivrance de passeports, ce qui a permis aux institutions financières britanniques de bénéficier d'un accès sans entrave aux marchés européens. Il est difficile de savoir ce qui sera décidé exactement, mais l'équivalence réglementaire pourrait équivaloir à un passeport allégé, en vertu duquel des pans importants des services financiers pourraient ne pas être couverts et l'accord pourrait être révoqué par l'UE avec un préavis de 30 jours.
- Quel que soit le résultat, les accords exigent des deux parties qu'elles respectent les **normes les plus élevées**, mais dans le cas du Royaume-Uni, cela n'a décidément pas été le cas, le comportement criminel de banques telles que Lloyds ayant été couvert par les gouvernements, les régulateurs et les autorités de poursuite judiciaire successifs.
- Notre document "Challenging the Bailey Appointment" (février 2020) décrit comment Andrew Bailey, en tant que directeur général de la principale autorité de régulation financière du Royaume-Uni, la Financial Conduct Authority (FCA), a veillé à ce que de multiples cas d'inconduite bancaire grave et de fraude criminelle ne fassent délibérément

¹ <https://ukandeu.ac.uk/equivalence-is-a-word-to-watch-in-the-2020-trade-negotiations/>

l'objet ni d'enquêtes ni de poursuites.² La dissimulation par la FCA n'a été qu'une partie d'une dissimulation plus complète entreprise par de nombreux organes de l'État britannique.

- Des commentaires de hautes personnalités, dont l'ancien Chancelier, Sajid Javid³ et un vice-gouverneur de la Banque d'Angleterre⁴ respectivement peuvent être démontrés comme ayant été intentionnellement trompeurs :

Sajid Javid : « *Le secteur des services financiers (du Royaume-Uni) (est) une grande exportation britannique ... À partir de l'année prochaine, nous aurons la liberté de fixer nos propres règles... nous ne serons plus de ceux à qui on impose des règles, mais nous restons attachés aux normes internationales les plus élevées en matière de réglementation financière⁵ et à l'élaboration de règles mondiales. Nous pouvons choisir de faire les choses de la même manière que l'UE, si cela fonctionne pour le Royaume-Uni. Mais il y aura des différences, notamment parce qu'en tant que centre financier mondial, le Royaume-Uni doit suivre et faire évoluer les normes internationales. (La conclusion d'accords incluant l'équivalence sera) importante non seulement à court terme, mais pour établir les normes et les méthodes de travail avec l'UE qui perdureront pendant les décennies à venir... le Royaume-Uni est absolument clair sur ses valeurs en tant que centre financier mondial de premier plan : un lieu sûr et transparent pour faire des affaires, avec les principaux régulateurs mondiaux ».^{6 7}*

Sir Jon Cunliffe : « *Le Royaume-Uni ne peut pas externaliser la réglementation et la surveillance du principal système financier complexe du monde vers une autre juridiction... il faut une relation fondée sur l'évaluation de résultats similaires, de manière non discriminatoire, en respectant les régimes du pays d'origine conformément aux normes [convenues au niveau international] ... Les futurs accords de réglementation et de surveillance entre l'UE et le Royaume-Uni doivent être stables et fondés sur la bonne foi ».*

² Challenging the Bailey Appointment, février 2020 – 12 pages.

³ <https://www.cityam.com/ill-give-the-city-the-flexibility-it-needs-to-thrive-outside-the-eu/>

⁴ <https://www.bankofengland.co.uk/-/media/boe/files/speech/2020/governance-of-financial-globalisation-speech-by-ion-cunliffe.pdf>

⁵ Communiqué de presse 22 - L'échec délibéré de la FCA en matière de fraude bancaire.

⁶ Communiqué de presse 23 - Andrew Bailey et l'absence d'enquête sur les fraudes de Lloyds.

⁷ Communiqué de presse 24 - Le rôle du Conseil en matière des rapports financiers dans la dissimulation.